ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 49.568/4
DU 18 MAI 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 21 avril 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « fixant les règles relatives aux examens médicaux et aux examens psychologiques sur le plan professionnel pour les conducteurs de train et les accompagnateurs de train ainsi que les critères de reconnaissance des personnes et des centres responsables de ces examens », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

Conformément à l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le projet doit être soumis à la procédure d'association des trois gouvernements de région.

Ne figurent toutefois dans le dossier joint à la demande d'avis que les copies des lettres adressées aux différents gouvernements de région et datées, tout comme la demande d'avis, du 21 avril 2011.

Il revient par conséquent à l'auteur du projet de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

Observation générale

Plusieurs dispositions de l'arrêté en projet utilisent l'expression « le candidat ou le demandeur agissant en son nom et à sa place ». Cette dernière expression donne l'impression que le demandeur agit en qualité de mandataire du candidat.

La section de législation du Conseil d'État s'interroge sur le fondement juridique d'une telle « représentation ». On peut certes concevoir que l'employeur ou le futur employeur pose des actes en vue de faire subir à un candidat les examens médicaux et psychologiques requis mais il ne saurait être question d'une représentation. Celle-ci ne peut être imposée au candidat par un texte réglementaire.

Le projet sera revu afin de dissiper toute méprise quant à l'intervention du demandeur [1].

Observations particulières

Préambule

Alinéa 1er

L'article 37/27, § 1er, 2° et 3°, de la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire, est visé à l'alinéa 1er du préambule du projet, en tant que fondement légal de ce dernier.

L'article 37/27, § 1er, précité, ne concernant que les conducteurs de train, il convient d'y viser également l'article 37/27, § 5, 3°, de la même loi, pour ce qui concerne les accompagnateurs de train.

Il convient également d'y préciser que l'article 37/27 de la loi du 19 décembre 2006 précitée, a été inséré par la loi du 26 janvier 2010 [2].

---

[1] Le demandeur est défini à l'article 2, 4°, du projet comme : « le candidat ou l'entité qui demande l'examen médical ou l'examen psychologique sur le plan professionnel ».

[2] Loi du 26 janvier 2010 modifiant la loi du 4 décembre 2006 relative à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire en ce qui concerne principalement la certification de personnel de sécurité et la maintenance des véhicules.

Alinéa 4

L'alinéa 4 du préambule est consacré au visa de l'accord du Secrétaire d'État au Budget. Cet accord ne figure toutefois pas dans le dossier joint à la demande d'avis.

Le projet ne paraissant pas avoir d'impact budgétaire, il revient à l'auteur du projet soit d'omettre cet alinéa, soit, et pour autant que cet accord ait bien été donné, de compléter l'alinéa 4 du préambule par la mention de sa date.

Dispositif

Article 3

L'article 3, § 2, du projet, dispose :

> « § 2. Si tous les examens médicaux et/ou examens psychologiques sur le plan professionnel possibles ne sont pas disponibles, l'autorité de sécurité désigne un centre obligé de procéder à ces examens médicaux et examens psychologiques sur le plan professionnel moyennant un prix raisonnable ».

La section de législation du Conseil d'État n'aperçoit pas quelle serait la base légale dont disposerait l'auteur du projet pour contraindre un centre d'examen à pratiquer des examens pour la pratique desquels il n'aurait pas demandé ni obtenu de reconnaissance, s'agissant d'examens définis comme n'étant pas disponibles.

L'article 3, § 2, du projet doit, en conséquence, être soit omis, soit revu afin de mieux y exprimer - compte tenu de l'observation qui précède- la volonté de son auteur.

Article 8

1. Depuis l'entrée en vigueur, le 31 décembre 2010, de la loi du 13 décembre 2010 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges et modifiant la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification, mieux vaut écrire « envoi recommandé » et non « lettre recommandée ».

2. L'article 8, § 1er, alinéa 2, du projet, dispose que le dossier de demande de reconnaissance est établi en français ou en néerlandais.

Compte tenu de l'article 41, § 1er, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, on ne peut exclure l'emploi de la langue allemande.

Par conséquent, il y a lieu d'omettre les mots « est établi en français ou en néerlandais et ».

3. L'alinéa 2 de l'article 8, § 1er, en projet est particulièrement imprécis : il se contente d'évoquer « tous les documents ad hoc » sans en dresser une liste exhaustive ou, à défaut, les catégories précises et pertinentes de documents à joindre à la demande ; de même sont singulièrement vagues « toutes les autres informations utiles concernant le demandeur ». Une telle rédaction imprécise est d'autant plus préjudiciable au centre qui sollicite sa reconnaissance conformément aux dispositions de l'arrêté en projet (cfr l'article 6 du projet) – le « demandeur » – qu'elle permet à l'autorité de sécurité de refuser la demande en vertu de l'article 8, § 2, du projet. Il ne peut davantage être admis que l'autorité de sécurité détermine elle-même, soit au cas par cas soit de manière réglementaire, quand un « dossier de demande est complet ».

4. À l'alinéa 2 de l'article 8, § 1er, le « demandeur » en question n'est manifestement pas celui qui est défini à l'article 2, 4°, en projet ; cette incohérence doit être de rectifiée.

5. L'ensemble de l'article 8 sera revu à la lumière de ces observations.

Article 9

À l'article 9, § 1er, du projet, il convient de préciser si le délai de trois mois concerne la fixation de la date à laquelle le centre doit demander le renouvellement de sa reconnaissance ou la date à laquelle ce renouvellement est accordé.

Le terme « minimum » doit également y être utilisé de manière précise, en tenant notamment compte des effets du dépassement de ce délai et de l'opportunité de prévoir des délais maximum.

Article 10

1. Il est renvoyé à l'observation générale.

2. Compte tenu de la définition donnée à l'article 2, 4°, du projet, il suffit de mentionner le « demandeur ».

3. L'habilitation que le projet met en œuvre ne permet pas au Roi de déterminer la nature des informations que le médecin ou le psychologue peuvent - ou ne peuvent pas - communiquer à la personne qui les consulte. Le paragraphe 3 doit être omis.

4. Selon le paragraphe 5, « [l'] examen médical et l'examen psychologique sur le plan professionnel doivent être particulièrement respectueux de la vie privée du candidat ». Pareille exigence du respect de la vie privée de toute personne résulte de droits garantis et protégés par la Constitution et par la Convention européenne des droits de l'homme. Comme la section de législation du Conseil d'État l'a souvent rappelé, il n'appartient pas au Roi de rappeler ou de paraphraser des normes hiérarchiquement supérieures. Le paragraphe 5 sera omis [3].

Article 13

La disposition appelée à former l'alinéa 2 du paragraphe 2 prévoit que « si le centre n'est pas un organisme, il fait appel à cet effet à un autre centre qui dispose de sa propre procédure de recours interne » lorsque le demandeur introduit un recours contre une décision de ce centre conformément à l'article 13, § 1er.

S'il est logique que le recours contre une décision d'un centre qui est établi comme « un organisme » s'effectue conformément à la procédure de recours interne que celui–ci est tenu d'établir compte tenu de son mode de fonctionnement, la section de législation n'aperçoit pas pour quel motif, lorsque le demandeur a été examiné par un centre qui n'est pas établi comme un organisme, le recours contre la décision de ce centre doive nécessairement être porté devant un autre centre qui aura nécessairement été établi comme un organisme.

À défaut de justification pertinente, il n'y a pas lieu d'imposer une telle exigence.

La disposition critiquée sera revue à la lumière de cette observation.

---

[3] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 80.

Article 16

Compte tenu de l'article 41, § 1er, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, le paragraphe 3 doit être omis.

Article 19

L'article 19 du projet dispose que celui-ci « produit ses effets le (…) ».

Les termes « produit ses effets » doivent être remplacés par « entre en vigueur », sauf à vouloir donner au projet une portée rétroactive dont le Conseil d'État n'apercevrait pas la justification.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1er, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, l'auteur du projet veillera, en outre, à accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

Observations finales

1. Il n'y a pas lieu de diviser un article en paragraphes lorsque ceux-ci ne contiennent chacun qu'un seul alinéa [4].

2. Certains articles sont munis d'un intitulé, d'autres non. L'objet de l'arrêté en projet ne justifie pas le recours à cette technique qui, en l'espèce, ne clarifie pas le texte.

Ces intitulés seront par conséquent omis.

---

[4] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n° 57.3.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE, L. DETROUX,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

C. GIGOT P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 49.568/4
VAN 18 MEI 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 22 april 2011 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de regels met betrekking tot medische keuringen en bedrijfspsychologische examens voor treinbestuurders en treinbegeleiders en van de criteria voor erkenning van personen en centra belast met deze onderzoeken", heeft het volgende advies gegeven:

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen moeten de drie gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het ontwerp.

Het dossier dat bij de adviesaanvraag gevoegd is, bevat evenwel alleen de kopieën van de brieven die aan de verschillende gewestregeringen zijn toegezonden en die, net als de adviesaanvraag, dagtekenen van 21 april 2011.

De steller van het ontwerp behoort derhalve na te gaan of voldaan is aan dat voorafgaande vormvereiste.

Algemene opmerking

In verscheidene bepalingen van het ontworpen besluit wordt de uitdrukking “de keurling of de in zijn naam en plaats handelende keuringvrager” gebezigd. Die uitdrukking geeft de indruk dat de keuringvrager als mandataris van de keurling handelt.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State stelt zich vragen over de rechtsgrond van zo een “vertegenwoordiging”. Men kan zich weliswaar indenken dat de werkgever of de toekomstige werkgever handelingen stelt om een keurling de vereiste medische keuringen en psychologische onderzoeken te laten ondergaan, maar er kan geen sprake zijn van een vertegenwoordiging. Zulks kan niet aan de keurling worden opgelegd bij een verordeningstekst.

Het ontwerp dient aldus te worden herzien dat elke misvatting met betrekking tot de bemoeiingen van de keuringvrager voorkomen wordt [1].

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Eerste lid

In het eerste lid van de aanhef van het ontwerp wordt bij wijze van rechtsgrond van het ontwerp verwezen naar artikel 37/27, § 1, 2° en 3°, van de wet van 19 december 2006 betreffende de exploitatieveiligheid van de spoorwegen.

Aangezien het voornoemde artikel 37/27, § 1, alleen betrekking heeft op de treinbestuurders, dient eveneens te worden verwezen naar artikel 37/27, § 5, 3°, van diezelfde wet, wat de treinbegeleiders betreft.

Voorts dient daarin eveneens te worden vermeld dat artikel 37/27 van de voormelde wet van 19 december 2006 ingevoegd is bij de wet van 26 januari 2010 [2].

---

[1] De keuringvrager wordt in artikel 2, 4°, van het ontwerp gedefinieerd als “de keurling of de entiteit die om de medische keuring of het bedrijfspsychologische examen verzoekt”.

[2] Wet van 26 januari 2010 tot wijziging van de wet van 4 december 2006 betreffende het gebruik van de spoorweginfrastructuur en van de wet van 19 december 2006 betreffende de exploitatieveiligheid van de spoorwegen, voornamelijk wat de certificering van het veiligheidspersoneel en het onderhoud van de voertuigen betreft.

Vierde lid

In het vierde lid van de aanhef wordt verwezen naar de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting. Die akkoordbevinding komt evenwel niet voor in het dossier dat bij de adviesaanvraag gevoegd is.

Aangezien het ontwerp blijkbaar geen budgettaire weerslag heeft, dient de steller van het ontwerp ofwel dit lid te schrappen, ofwel het vierde lid van de aanhef aan te vullen met de datum van de akkoordbevinding, voor zover die akkoordbevinding wel degelijk voorhanden is.

Dispositief

Artikel 3

Artikel 3, § 2, van het ontwerp luidt als volgt:

> “§2. Indien niet alle mogelijke medische keuringen en/of bedrijfspsychologische examens beschikbaar zijn, duidt de veiligheidsinstantie een centrum aan welke deze medische keuringen en bedrijfspsychologische examens verplicht moet uitvoeren tegen een redelijke prijs.”

De afdeling Wetgeving ziet niet in wat de rechtsgrond zou zijn waarover de steller van het ontwerp beschikt om een examencentrum ertoe te verplichten examens te verrichten als dat centrum voor het verrichten daarvan geen erkenning aangevraagd of verkregen zou hebben, doordat het gaat om examens waarvan bepaald wordt dat ze niet beschikbaar zijn.

Artikel 3, § 2, van het ontwerp moet bijgevolg ofwel geschrapt worden ofwel aldus herzien worden dat het de bedoeling van de steller ervan beter tot uiting brengt, gelet op de zojuist gemaakte opmerking.

Artikel 8

1. Sedert de inwerkingtreding, op 31 december 2010, van de wet van 13 december 2010 tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector en tot wijziging van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatiediensten, is het beter om in de Franse tekst “envoi recommandé” te schrijven in plaats van “lettre recommandée”.

2. Volgens artikel 8, § 1, tweede lid, van het ontwerp dient het dossier waarmee de erkenning aangevraagd wordt in het Nederlands of het Frans te worden opgesteld.

Gelet op artikel 41, § 1, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken mag niet uitgesloten worden dat daarvoor het Duits gebezigd wordt.

Bijgevolg dienen de woorden “is opgesteld in het Nederlands of het Frans en” te worden geschrapt.

3. Het ontworpen artikel 8, § 1, tweede lid, is bijzonder onnauwkeurig: er is alleen sprake van “alle passende documenten”, maar daarvan wordt geen exhaustieve opsomming gegeven of er wordt niet eens aangegeven tot welke precieze en relevante categorieën de bij de aanvraag te voegen documenten moeten behoren. Ook de woorden “alle andere nuttige gegevens betreffende de aanvrager” zijn bijzonder vaag. Zo een onnauwkeurige redactie is des te nadeliger voor het centrum dat overeenkomstig de bepalingen van het ontworpen besluit (cf. artikel 6 van het ontwerp) om erkenning verzoekt - de “aanvrager” - daar ze de veiligheidsinstantie de mogelijkheid biedt de aanvraag te weigeren krachtens artikel 8, § 2, van het ontwerp. Evenmin kan worden aanvaard dat de veiligheidsinstantie zelf, hetzij geval voor geval, hetzij op verordenende wijze bepaalt wanneer een “aanvraagdossier volledig is”.

4. In artikel 8, § 1, tweede lid, is de “aanvrager” (in het Frans “demandeur”) kennelijk niet dezelfde als de “keuringvrager” (in het Frans eveneens “demandeur”), welke gedefinieerd wordt in artikel 2, 4°, van het ontwerp. Dat gebrek aan samenhang moet verholpen worden.

5. Artikel 8 dient in het licht van deze opmerkingen in zijn geheel te worden herzien.

Artikel 9

In artikel 9, § 1, van het ontwerp moet worden aangegeven of de termijn van drie maanden betrekking heeft op de vaststelling van de datum waarop het centrum de vernieuwing van zijn erkenning moet aanvragen of op de datum waarop die vernieuwing wordt verleend.

Ook met de term “minstens” moet daarin voorzichtig worden omgesprongen, rekening houdend met inzonderheid de gevolgen van het overschrijden van die termijn en van de vraag of het opportuun is maximumtermijnen te bepalen.

Artikel 10

1. Er wordt verwezen naar de algemene opmerking.

2. Gelet op de definitie die in artikel 2, 4°, van het ontwerp gegeven wordt, kan ermee worden volstaan “de keuringvrager” te vermelden.

3. De machtiging die bij het ontwerp uitgevoerd wordt, biedt de Koning niet de mogelijkheid om de aard te bepalen van de inlichtingen die de arts of de psycholoog al dan niet mogen meedelen aan de persoon die bij hen op consultatie komt. Paragraaf 3 dient te vervallen.

4. Paragraaf 5 luidt als volgt: “De medische keuring en het bedrijfspsychologische examen moeten bijzondere aandacht hebben voor de privésfeer van de keurling.” Dat vereiste om de persoonlijke levenssfeer van eenieder te eerbiedigen, vloeit voort uit rechten die gegarandeerd en beschermd worden door de Grondwet en het Europees Verdrag van de rechten van de mens. Zoals de afdeling Wetgeving van de Raad van State reeds vaak opgemerkt heeft, staat het niet aan de Koning om bepalingen van een hogere regeling over te nemen of te parafraseren. Paragraaf 5 dient te vervallen [3].

Artikel 13

In de bepaling vervat in paragraaf 2, tweede lid, staat te lezen dat “indien het centrum geen organisme betreft, het centrum (een) beroep (dient) te doen op een ander centrum dat voorziet in een eigen, interne beroepsprocedure” voor het geval dat de aanvrager overeenkomstig artikel 13, § 1, beroep aantekent tegen een beslissing van dat centrum.

Hoewel het logisch is dat het beroep tegen een beslissing van een centrum dat als “een organisme” (lees o.m. naar het voorbeeld van Europese regelgeving: “een instantie”) opgericht is, verloopt volgens de interne beroepsprocedure die deze instantie moet opstellen rekening houdend met de wijze waarop ze functioneert, ziet de afdeling Wetgeving niet in

[3] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling nr. 80.

waarom, indien de aanvrager onderzocht is door een centrum dat niet als een instantie is opgericht, het beroep tegen de beslissing van dat centrum noodzakelijkerwijze moet worden ingesteld bij een ander centrum dat wel als een instantie is opgericht.

Als daarvoor geen pertinente reden kan worden opgegeven, mag zo een vereiste niet worden gesteld.

De omstreden bepaling dient in het licht van deze opmerking te worden herzien.

Artikel 16

Gelet op artikel 41, § 1, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken dient paragraaf 3 te vervallen.

Artikel 19

In artikel 19 van het ontwerp wordt bepaald dat dit besluit “uitwerking (heeft) met ingang van (…)”.

De woorden “heeft uitwerking met ingang van” moeten worden vervangen door de woorden “treedt in werking op”,tenzij het de bedoeling is dat het ontwerp terugwerkende kracht krijgt, waartoe de Raad van State geen reden ziet.

Tenzij er een bijzondere reden is die een afwijking rechtvaardigt van de gebruikelijke termijn van inwerkingtreding, vastgesteld bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, dient de steller van het ontwerp er bovendien voor te zorgen dat aan eenieder een redelijke termijn toegekend wordt om van de nieuwe regels kennis te nemen.

Slotopmerkingen

1. Een artikel behoort niet in paragrafen te worden ingedeeld als elke paragraaf maar één lid bevat [4].

[4] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling nr. 57.3.

2. Sommige artikelen zijn voorzien van een opschrift, andere niet. Er is op basis van de strekking van het ontworpen besluit geen reden om gebruik te maken van die techniek, waardoor de tekst *in casu* niet verduidelijkt wordt.

Die opschriften dienen bijgevolg te vervallen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

C. GIGOT P. LIÉNARDY